Déclaration 69_FFSG : Retours forcés, la dignité des Guinéens ne saurait être diluée dans des discours politiques et missions diplomatiques en déphasage avec les réalités

Ratoma/Petit Simbaya/Feux Rouge/C. Ratoma/ Ckry- Rép. de Guinée
(+224) 622 94 34 32 / 611 14 77 77/ 664 44 05 69 forumfsgguinee@gmail.com

COMMUNIQUÉ PUBLIC

Le **Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG),** espace citoyen de promotion et de protection des droits et libertés, fidèle à ses objectifs, exprime sa profonde indignation face aux conditions d'établissement et d'exécution des accords de retours forcés de ressortissants guinéens en situation d'irrégularité à l'étranger, notamment depuis **l'Allemagne**.

Si le droit souverain d'un État d'appliquer sa législation migratoire ne saurait être contesté, il est inacceptable que les autorités guinéennes limitent leurs responsabilités à des discours et missions politiques déconnectés des réalités, sans garanties claires, publiques et juridiquement encadrées de réintégration économique et sociale au pays.
Pendant que de déclarations officielles évoquent un prétendu besoin national de main-d'œuvre, la réalité est toute autre :

- Un chômage massif et structurel des jeunes vivants en Guinée;
- Une précarité économique généralisée ;
- Une absence de politiques publiques cohérentes d'insertion, y compris des immigrés de retours volontaires ou pas;
- Une exploitation accélérée et même anarchique des ressources minières sans retombées sociales et économiques proportionnelles sur la vie des populations;
- Des efforts limités d'accompagnement des retours volontaires sollicités par des nombreux Guinéens en détresse dans le Sahel et le Maghreb ;
- Les restrictions de libertés avec la répression systématique par les gouvernants de tout droit de critiques et de contestations pacifiques de leur gestion publique.

Alors que ce contexte national est un facteur déterminant de départ massif à l'immigration et d'insécurité dans le pays et la sous-région tout retour forcé dans une telle situation, sans mécanisme structuré d'intégration, expose-le retourné à la marginalisation, à la détresse sociale et à une re-migration contrainte aux conséquences dramatiques.

La dignité des citoyens ne peut être sacrifiée au nom d'arrangements politico-diplomatiques opaques.

Il est à rappeler que la République de Guinée est liée par :

- L'Article 13 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (garanties procédurales en matière d'expulsion) ;
- L'Article 3 de la Convention contre la torture (principe de non-refoulement) ;
- Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Objectif 21 – coopération pour le retour et la réintégration durable) ;
- La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Article 5 – dignité) ;
- Le Cadre de politique migratoire pour l'Afrique adopté par l'Union africaine.

Ces engagements imposent que tout retour soit accompagné de garanties de protection et de réintégration durable.

Ratoma/Petit Simbaya/Feux Rouge/C. Ratoma/ Ckry- Rép. de Guinée
(+224) 622 94 34 32 / 611 14 77 77/ 664 44 05 69 forumfsgguinee@gmail.com

En conséquence, le **Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG) fidèle à son engagement citoyen de promotion et de protection des droits et libertés, recommande:**

1. L'évaluation transparente et inclusive de la situation des migrants de retour forcé ou volontaire, ainsi que la prise en compte de leurs vulnérabilités par un accompagnement psychosocial et économique selon les cas;
2. L'élaboration d'un programme structuré de réinsertion économique cofinancé et mesurable ;
3. La publication transparente des termes de l'accord migratoire, intégrant les évolutions enregistrées avec le temps;
4. La mise en place immédiate d'un mécanisme national indépendant de suivi des retours ;
5. L'association formelle de la société civile à tout le processus de suivi ;
6. Le renforcement des mesures (très limitées) d'accompagnement pour les retours volontaires sollicités par des nombreux Guinéens en détresse dans le Sahel et le Maghreb ;
7. Une cohérence entre discours gouvernemental et réalité socio-économique.

La migration ne doit pas devenir un instrument de gestion politique des fragilités internes.

Un Etat responsable protège ses citoyens, où qu'ils soient.

Un partenariat responsable garantit leur dignité au retour.

Le **Forum des Forces Sociales de Guinée** poursuivra son engagement pour une politique migratoire fondée sur les droits humains, la transparence et la justice sociale dans le respect des instruments juridiques, ainsi que tous les droits et libertés garanties par les lois de République et la législation internationale.

Conakry, le 26/02/26

La Coordination Nationale

Ratoma/Petit Simbaya/Feux Rouge/C. Ratoma/ Ckry- Rép. de Guinée
(+224) 622 94 34 32 / 611 14 77 77/ 664 44 05 69 forumfsgguinee@gmail.com